

# Bibliothèque Cécile-Rouleau

## Développement et consommation durables

Bibliographie sélective

Compilée par Stéphane Baril  
Bibliothèque Cécile-Rouleau  
Service de l'accueil et de la référence

21 mars 2017

Ce document présente une sélection de publications sur des sujets liés au développement durable.

Les documents recensés datent de 2010 à 2017 et proviennent des bases de données bibliographiques de la Bibliothèque Cécile-Rouleau et du catalogue du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales au Québec (CUBIQ).

Les publications signalées dans cette bibliographie sont disponibles pour emprunt à la Bibliothèque Cécile-Rouleau.

## **TABLE DES MATIERES**

OUVRAGES GÉNÉRAUX.....	2
STRATÉGIES ET ACTIONS GOUVERNEMENTALES.....	15
ENTREPRISES ET ASPECTS ÉCONOMIQUES.....	23
ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	30
CONSOMMATION DURABLE.....	34

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

Anctil, F., et al. (2015). Développement durable : enjeux et trajectoires. Québec : Presses de l'Université Laval, 176 p.

Cette nouvelle version intègre les principales décisions internationales adoptées en 2015 afin de concerter, voire d'encourager, les efforts individuels et collectifs en matière de développement durable. En effet, 2015 a été ponctuée par des dispositions longuement attendues et qui orienteront l'action à l'échelle internationale pour les décennies à venir. D'abord, le 25 septembre 2015, 193 pays membres des Nations unies ont adopté par consensus le programme de développement pour 2015-2030, qui comprend 17 Objectifs de développement durable et 169 cibles. Ensuite, l'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015, concerne enfin l'ensemble des pays et vise à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport au niveau préindustriel. Ensemble, ces outils expriment clairement la volonté des États à privilégier la coopération multilatérale et la recherche de solutions conjointes, ce qui n'est pas négligeable dans un contexte de crises et de tensions sans fin. [Résumé de l'éditeur]

Augier, H. (2012). Le développement peut-il être durable? : pour le meilleur et pour le pire. Paris : Sang de la terre / médial, 299 p.

À l'origine, le ' développement durable ' est une formule qui prétend concilier la défense de l'environnement, le développement économique et les problèmes sociaux, en établissant une sorte de cercle vertueux entre ces trois piliers de notre cadre de vie. Elle part évidemment d'un bon sentiment, dans la mesure où elle constitue une tentative d'attitude positive face à la problématique de ces trois préoccupations majeures qui gèrent notre vie. Très vite, le rapprochement de ces deux mots opposés allait montrer toute l'ambiguïté d'un tel paradoxe. La croissance à outrance, le libre-échange, la mondialisation, l'agriculture intensive, la surexploitation des océans, la délocalisation des entreprises... Comment le développement peut-il être durable, quand la population mondiale va passer de 7 à 9 milliards d'individus d'ici à 2050 ? C'est l'ambiguïté de l'association des deux mots ' développement durable ' et surtout les divers aspects des bienfaits et des dérives d'un tel oxymore qui sont examinés dans cet ouvrage. Henry Augier, docteur d'État, maître de conférences honoraire à la faculté des sciences de Marseille Luminy, professeur honoraire à l'École nationale des travaux publics de l'État, a été à la tête d'un laboratoire spécialisé dans l'étude des nuisances. Il a également été responsable de l'enseignement de la molysmologie (science des pollutions) à l'université de la Méditerranée et expert consultant international sur les problèmes de pollution et de protection de la nature.

Il est engagé dans de nombreuses actions de sauvegarde de notre environnement. Au cours de certains conflits, il fut même surnommé ' l'Ayatollah de l'environnement ' par des personnalités politiques qu'il gênait. Ce qualificatif outrancier traduit bien sa détermination à dénoncer les pollueurs de tout poil et à œuvrer pour une meilleure qualité de vie. [Résumé de l'éditeur]

Baechler, L. (2017). L'accès à l'eau : enjeu majeur du développement durable. Louvain-la-Neuve : de Boeck Supérieur, 205 p.

Parmi toutes les ressources naturelles sur lesquelles reposent les activités humaines, l'eau se distingue par le fait qu'elle est vitale, et sans substitut. Ces spécificités fondent le droit à l'eau, reconnu depuis peu comme un droit humain fondamental. De fait, il n'existe pas d'ouvrage présentant de manière claire et synthétique l'ensemble des enjeux de l'accès à l'eau et de sa gestion au 21<sup>e</sup> siècle. L'objectif de cet ouvrage est de combler cette lacune, en tenant compte de ce que les différentes disciplines concernées ont à dire sur le problème de l'accès à l'eau dans ses diverses dimensions. [Extrait du résumé de l'éditeur]

Blandin, P., et al. (2014). Dossier « Biodiversité ou nature? ». Paris : Victoires éditions, 207 p.

Burbage, F. (2013). Philosophie du développement durable : enjeux critiques. Paris : Presses universitaires de France, 158 p.

Le développement durable, ou soutenable, n'est pas seulement un problème d'ordre technique, appelant des solutions ingénieuses pour garantir le sort des générations futures et mieux répartir les richesses planétaires. C'est une question d'ordre philosophique pour des sociétés qui doutent de leur propre histoire et qui ne parviennent plus à se projeter dans le rêve d'un progrès illimité. C'est un champ de bataille dans lequel les rapports de forces, les intérêts et les passions croisent les débats de principes et de valeurs. Ce livre explore les justifications et les implications philosophiques du développement durable. Il montre concrètement, en remontant aux origines de la notion et en examinant les tensions de sa mise en œuvre, quels sont ses enjeux dans l'ordre économique, politique, moral, mais aussi existentiel. Pourquoi croyons-nous encore si fort aux vertus du développement ? Quelle idée nous faisons-nous alors de la justice et des formes de la vie heureuse ? [Résumé de l'éditeur]

Carisé, J.-P. (2014). Une brève histoire du développement durable. Paris : Manitoba / Les Belles lettres, 355 p.

Qu'est-ce que le développement durable ? Quels en sont les codes ? Quel en est le vocabulaire ? Pourquoi faut-il le soutenir ? C'est à toutes ces questions que ce livre répond. Il a la particularité de présenter chronologiquement l'enchaînement des réunions et des décisions internationales en matière de développement durable depuis plus de 40 ans. Bien avant le 1<sup>er</sup> sommet de la Terre en 1972 pour les piliers environnements et économie ; avant 1953 pour le pilier social avec les travaux d'industriels fortement influencés par le protestantisme. Il s'appuie sur de

nombreux exemples concrets pour illustrer la mise en œuvre par les entreprises du développement durable au quotidien. Le lecteur trouvera en annexe une grande partie des textes de référence. Volontairement, cet ouvrage s'arrête après Rio 2012, conférence qui traduit un certain désintérêt dans la reconnaissance du développement durable par les États. Cette vue d'ensemble permet à chacun d'apprécier le chemin qu'il reste à parcourir, et de se forger une opinion sur le paradoxe qui existe entre Développement Durable et croissance économique. [Résumé de l'éditeur]

Caron, M.-A. (2015). "La comptabilité environnementale, sociale et de développement durable : pour une monétarisation plurielle des services rendus par les écosystèmes." Dans : Nature et économie. Québec : Presses de l'Université du Québec : [209]-220.

Carrière, J.-P., et al. (2016). Développement durable des territoires. Paris : Economica : Anthropos, 234 p.

À partir de regards multiples, et d'approches soit générales et théoriques, soit plus appliquées relatives à des terrains d'observation variés relevant de contextes géographiques (métropoles, petites villes, espaces à faible densité...) et sociétaux contrastés (France, Roumanie, Québec, Algérie), les auteurs, après avoir précisé leur définition, s'interrogent sur les conditions de mise en application à différentes échelles territoriales des principes du DTD. [Résumé de l'éditeur]

Comelieu, C. (2012). Développement durable et responsabilité citoyenne. Toulouse : Privat, 299 p.

Le développement durable, tout en demeurant une nécessité dont les exigences peinent à s'imposer, est devenu une évidence largement partagée. Les menaces sur ses perspectives pour l'ensemble de l'humanité ne cessent de s'aggraver et doivent être appréciées à la lumière des changements profonds et accélérés - de nature démographique, économique, sociale, écologique, politique, culturelle - qui ont transformé la planète dans les décennies récentes. Mais ces menaces et la conscience de leurs conséquences n'ont engendré que des modifications marginales dans les comportements sociaux et les politiques publiques. En dépit de modestes avancées, les conférences internationales réunies pour traiter du problème ces dernières années ont démontré une incapacité à sortir des égoïsmes nationaux et à élaborer des stratégies courageuses. Un tel constat n'interdit pas l'identification de voies nouvelles, seules de nature à aider à sortir du fatalisme. Dans cette démarche, l'éducation populaire dispose d'une responsabilité de premier plan, au service d'une approche résolument globale des problèmes à résoudre. [Résumé de l'éditeur]

Conférence internationale du travail (2013). Développement durable, travail décent et emplois verts [cinquième question à l'ordre du jour] / Conférence internationale du travail. Genève : Bureau international du travail, 121 p.

Le présent rapport traite de deux des grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle: assurer la durabilité de l'environnement et faire du travail décent pour tous une réalité. Il

montre non seulement qu'il est urgent de résoudre ces deux grands problèmes, mais encore que l'un et l'autre sont étroitement liés et devront être traités ensemble. Assurément, la dégradation de l'environnement et le changement climatique vont appeler de plus en plus les entreprises et les marchés du travail à réagir et à s'adapter, mais il ne sera pas possible de parvenir à des économies écologiquement viables sans la contribution active du monde du travail. L'environnement et le progrès social ne doivent plus être considérés comme deux fondements distincts d'un développement durable, il faut plutôt y voir deux dimensions étroitement liées l'une à l'autre. Grâce à une approche ainsi intégrée, la recherche de la durabilité environnementale ouvre une large voie au développement, avec des emplois de meilleure qualité et plus nombreux, avec l'inclusion sociale et avec la réduction de la pauvreté. Il est tout à fait possible d'obtenir des résultats positifs, mais au prix de politiques spécifiques, ciblées par pays, exploitant les ouvertures et traitant les enjeux de l'heure par l'intégration de divers éléments sur le triple plan de l'environnement, de la société et du travail décent, assurant une transition fluide et équitable vers une conjoncture durable. De fait, c'est peut-être dans les pays en développement et les économies émergentes que les possibilités de progression sont les plus grandes. Il est désormais manifeste qu'un changement radical est indispensable, qu'il faut abandonner les scénarios de pure routine, du type «assurons d'abord la croissance, on pourra toujours faire un peu de ménage plus tard». La plupart des instances internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) appellent instamment à changer de cap. La nécessité d'une approche intégrée a été mise en évidence, de façon plus nette encore avec les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de 2012 (Conférence Rio+20), laquelle a par ailleurs défini le travail décent comme un objectif et un moteur fondamentaux d'un développement durable et d'une économie plus respectueuse de l'environnement. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Coulbaut-Lazzarini, A. et S. Némoy (2013). L'éco-innovation au prisme du développement durable : regards et contributions des sciences sociales. Paris : L'Harmattan, 128 p.

Depuis quelques années, tout un vocabulaire autour des nouveaux enjeux environnementaux a surgi et s'est propagé dans notre société. L'éco-innovation en fait partie. Mais que signifie ce terme, quels enjeux, quelles réalités recouvre-t-il ? Cet ouvrage répond à trois questions : Pourquoi les éco-innovations ? Comment les promouvoir ? Quelles mises en œuvre possibles ? Les éléments de réponse apportés se situent ici du point de vue des sciences sociales. [Résumé de l'éditeur]

Deblonde, J.-M. (2011). Le développement durable : une réponse à une crise globale? Paris : Ellipses, 212 p.

[Cliquer ici pour obtenir la table des matières](#)

(2012) "Développement durable, gouvernance et démocratie : table ronde". Dans : Rencontres Champlain-Montaigne. Pessac, France : Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine : p. 25-50.

Euzen, A., et al. (2013). Le développement durable à découvert. Paris : CRNS éditions, 363 p.

Vingt ans après la première conférence de Rio, qu'est devenue la proposition de conduire nos sociétés vers un développement durable ? Adopté par les uns, utilisé comme faire-valoir par les autres, ce concept de développement durable est souvent vidé de son sens. Or, l'impact exponentiel des activités humaines sur les ressources naturelles, la santé des populations et le milieu exige d'expliquer ce qu'il est précisément. Qu'est-ce que le développement durable aujourd'hui ? Qu'en est-il de la disponibilité des ressources et de l'usage que nous en faisons ? Dans le domaine de l'eau, du climat, des sols, de la biodiversité ? En milieu rural, sur le littoral ou encore en milieu urbain, là où la majorité de la population va vivre d'ici 2050, comment consommons-nous au fil du temps, à travers les territoires ? Quelles incidences les activités humaines ont-elles sur les ressources, sur la santé des populations et sur le milieu lui-même ? Les relations entre l'humanité et l'environnement doivent-elles évoluer ? Autant de questions posées à des scientifiques qui éclairent la complexité des interactions entre les systèmes et proposent des solutions pour un avenir sur le long terme. [Résumé de l'éditeur]

(2017) Evaluating climate change action for sustainable development. Cham, (Suisse) : SpringerOpen, 355 p.

Climate change is one of the preeminent challenges facing the world today. The consequences of climate change manifest themselves in multiple ways, including increased variability and intensity of extreme weather events and sea level rise. We are already seeing the impacts of climate change, and the first ones to feel them tend to be poor people and poor countries that are most vulnerable and have the least capacities to cope with them. The search for solutions to mitigate climate change and to adapt to its consequences is urgent. Rigorous evaluation of policies, programs, and projects can help the international community to identify technical solutions, economic strategies, and social innovations that improve our ability to deal with climate change. This is the focus of the present book.

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Felli, R. (2016). La grande adaptation : climat, capitalisme et catastrophe. Paris : Éditions du Seuil, 234 p.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'adaptation. Dès les années 1970, certains plaident déjà pour une "adaptation" des sociétés aux changements climatiques plutôt que pour de coûteuses réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, derrière la façade des sommets environnementaux, la réalité est celle d'un climat et d'écosystèmes qui se dérèglent, préparant une régression des



conditions d'habitation humaine de la Terre. Sociétés, territoires, individus sont désormais sommés de "s'adapter" à ces transformations inexorables. L'auteur nous fait comprendre comment, au lieu de contribuer à la solidarité et à la sécurité sociale et de résister aux conséquences de ces changements, le capitalisme utilise le choc climatique pour étendre le pouvoir du marché au nom de l'adaptation. La catastrophe : un nouveau business. [Résumé de l'éditeur]

Filliastre, M., et al. (2012). Développement durable et sciences sociales : traductions d'un concept polysémique de l'international au local. Paris : L'Harmattan, 221 p.

L'étude pluridisciplinaire de la question du développement durable suscite de nouveaux questionnements à l'aune de la situation internationale et nationale. Les chercheurs en sciences humaines et sociales examinent les ressorts et étudient la manière dont les individus, seuls ou collectivement, membres d'organisations publiques ou privées, professionnels ou particuliers, se représentent ce phénomène ou encore œuvrent pour sa mise en place. [Résumé de l'éditeur]

Gautrais, V. et M. Mekki (2016). Preuve + développement durable. Montréal : Les Éditions Thémis, 231 p.

Dans le cadre d'une journée d'études « France – Québec » tenue le 26 mars 2015 à Montréal, des professeurs de droit de sept universités différentes se sont réunis autour du thème de la preuve et l'ont appliqué à une définition large du développement durable. Ainsi, dans un monde de la recherche de plus en plus spécialisé, ces universitaires ont confronté leurs points de vue (droits de l'environnement, droit de la santé, droit de l'entreprise, droit des technologies, procédure civile, droit du travail, droit public, droit privé, etc.) tout en apportant une grande variété de perspectives autour de ce thème transversal. Fort de ces champs d'expertise variés, ils se sont interrogés sur la quête de conciliation entre un droit de la preuve pluriséculaire et un domaine d'application, le développement durable, en constante évolution. [Résumé de l'éditeur]

Gendron, C. (2012). Vous avez dit développement durable? Montréal : Presses internationales Polytechnique, 120 p.

Même si l'expression développement durable est de plus en plus connue, le concept lui-même suscite encore de nombreux débats quant à son application et à l'articulation qu'il implique entre l'activité économique, la préservation de l'environnement et le développement individuel et social. Rédigé dans un style accessible aux non-spécialistes, l'ouvrage *Vous avez dit développement durable?*, deuxième édition, brosse un tableau clair de la situation actuelle et présente les acteurs impliqués. Il propose une réflexion sur les changements que suppose le développement durable dans nos sociétés et notre manière d'appréhender l'économie, y voyant davantage une évolution nécessaire qu'une contradiction insurmontable. L'auteure explore les mécanismes de transformation propres aux sociétés occidentales où les mouvements sociaux, les entreprises et l'État participent à des dialogues souvent conflictuels, mais néanmoins constitutifs d'un

nouveau modèle de développement, véritable socle de la civilisation de demain. Elle analyse aussi la position des hauts dirigeants économiques face à l'environnement et au développement durable pour démontrer que, loin de la caricature qu'on en offre encore, ces acteurs sociaux influents ont développé une sensibilité et un discours écologistes qui façonnent la manière d'envisager la problématique environnementale et, par conséquent, l'éventail des solutions privilégiées dans nos sociétés. L'ouvrage comporte, en sus, un lexique qui permet au lecteur de s'approprier la terminologie relative au développement durable.

[Résumé de l'éditeur]

Gravari-Barbas, M. et S. Jacquot (2014). Patrimoine mondial et développement : au défi du tourisme durable. Québec : Presses de l'Université du Québec, 302 p.

Comment penser l'association entre patrimoine mondial, développement et tourisme ? Dans un contexte concurrentiel, le prestige qu'entraîne l'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) constitue un avantage compétitif. Toutefois, le tourisme peut être plus qu'un simple étendard pour attirer davantage de visiteurs, il peut être au service du développement des communautés. C'est à ce nouveau paradigme de tourisme durable, devenu l'un des axes stratégiques de l'UNESCO, que s'intéressent les auteurs de cet ouvrage. Ils traitent de la diversification des enjeux du patrimoine mondial, de la pluralisation des motifs de l'inscription à la Liste et des indicateurs de durabilité sociale, mais aussi des relations entre les espaces touristiques et les sites patrimoniaux. Ils exposent également les modalités de la participation communautaire au tourisme durable, en adoptant une conception ouverte des communautés, c'est-à-dire en considérant les visions plurielles et divergentes. Il ne s'agit plus seulement d'évaluer les incidences du tourisme sur le patrimoine, positives ou négatives, mais bien de caractériser un développement local, en examinant ses acteurs, ses bénéficiaires et les recompositions territoriales auxquelles il donne lieu.

[Résumé de l'éditeur]

Gudmundsson, H., et al. (2016). Sustainable transportation : indicators, frameworks, and performance management. Heidelberg (Allemagne) : Springer, 304 p.

This textbook provides an introduction to the concept of sustainability in the context of transportation planning, management, and decision-making. The book is divided into two parts. In the first part, indicators and frameworks for measuring sustainable development in the transportation sector are developed. In the second, the authors analyze actual planning and decision-making in transportation agencies in a variety of governance settings. This analysis of real-world case studies demonstrates the benefits and limitations of current approaches to sustainable development in transportation. The book concludes with a discussion on how to make sustainability count in transportation decision-making and practice. [Résumé de l'éditeur]

Hamaide, B., et al. (2012). Développement durable et économie environnementale régionale. Bruxelles : Facultés Universitaires Saint-Louis, 199 p.

Le présent ouvrage, pour lequel ont collaboré des chercheurs belges, français et canadiens, aborde dans un premier temps des concepts de développement durable en économie avant de les appliquer, dans un second temps, à des problématiques régionales. Les méthodes d'évaluation de la durabilité, l'analyse du cycle de vie ainsi que l'étude du développement soutenable comme un problème d'innovation technique permettent de mieux comprendre et de pouvoir évaluer l'impact de nos actions en termes de soutenabilité. L'implémentation régionale qui s'en suit, qu'elle soit théorique ou empirique, traite, entre autres, de l'impact de la pollution par le bruit des aéroports sur les riverains, d'interactions entre système économique et services écosystémiques pour des nourriceries de poissons, ou de calculs d'indicateurs et de mesures de bien-être sur base de statistiques régionales. [Résumé de l'éditeur]

Hamman, P. (2012). Sociologie urbaine et développement durable. Bruxelles : De Boeck, 199 p.

Réchauffement climatique, énergies renouvelables, commerce équitable, économie sociale et solidaire, mobilité partagée : les débats politiques, économiques et sociaux actuels mobilisent couramment le répertoire du « développement durable ». Le succès de cet énoncé se retrouve aussi bien au niveau international que local, en particulier dans les villes et les espaces urbains. La sociologie urbaine éprouve pourtant quelques difficultés à s'emparer de cet objet. Plutôt que de voir dans le flou qui l'entoure une contrainte indépassable, Philippe Hamman en fait le point de départ de son questionnement, qui mobilise l'outillage des transactions sociales pour interroger quatre couples de tension : entre global et local, court et long terme, principes et applications, ville et environnement. La « ville durable » est ainsi abordée comme un problème pour l'action et non comme une solution allant de soi, afin d'explorer ses modes concrets de mise en œuvre. En portant attention aux acteurs, aux configurations, aux échelles et aux temporalités des politiques urbaines, cet ouvrage propose une analyse sociologique des dynamiques du développement durable urbain, plutôt que de s'enfermer dans un catalogue distribuant des bons ou mauvais points à telle ou telle initiative. Il prolonge et renouvelle des analyses classiques de sociologie urbaine, s'attachant notamment à la politique de la ville, et rend raison des travaux récents de la discipline, tout en s'ouvrant aux apports de perspectives variées (aménagement et urbanisme, science politique, géographie, économie, philosophie). [Résumé de l'éditeur]

Ignat, G., et al. (2016). "Green accounting vs sustainable development." Agronomy Series of Scientific Research, **59**(1): 245-248.

In the knowledge society, sustainable development can be understood as a way of development that can meet the needs of the present without compromising the ability of future generations to achieve their demands. Sustainable development is not restricted to economic development, but is the glue between economic growth

and environmental protection. Samuelson believes that "the task of saving the environment must become and will become the central organizing principle of the world after the Cold War." Therefore accounting tries to regroup and consider systematically the facts related to the protection and restoration of the natural environment by respecting the traditional role of accounting to account the flows and risks related to natural environment in order to notify users of accounting information a true and fair view of the company. A serious problem that persists in every country is finding solutions in order to use natural resources in a sustainable way. Green accounting is based on the concept that the real assessment of a nation's wealth should take into account the contributions of all economic sectors and their impact on degradation and natural resources use and requires both natural assets and the economic and environmental costs related to the degradation of these natural assets to be incorporated into the National system of Accounts. Green accounting considers the repercussions of not only the accounting firms' activities on the natural environment after they have already been produced, but also managing the actions taken by the company to prevent such problems. The new form of accounting has to be considered a true management tool used to improve the performance in relation to the environment, management and cost control, efficient investment in cleaner technologies, promotion of production processes and products less pollutant and is dedicated both to external users and internal management of any company. In this study, the authors try to present and explain the concept of green accounting in relation with viable development. [Résumé de l'auteur]

Lefèvre, T. (2016). Sortir de l'impasse : qu'est-ce qui freine la transition écologique?

Montréal : Éditions Multimondes, 270 p.

C'est en repensant tout à la fois la démographie planétaire, les habitudes de consommation, les modes de vie, le rôle de la technologie, la gouvernance et l'économie que nous pourrions tirer notre épingle du jeu. L'analyse proposée ici nous permet d'entrevoir des stratégies afin de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes piégés. [Extrait du résumé de l'éditeur]

Loni, S. S. (2016). "The people, planet, prosperity, peace and partnership: why the sustainable development goals should matter to everyone." Ecodate, Warringal Publications, **30**(1): 7-12.

The article discusses the importance of Agenda 2030 agreement also known as the Sustainable Development Goals adopted by governments representative in the United Nations. It informs that the agreement aims to reduce corruption, trafficking and poverty. It mentions that definition of sustainable development linked three important components including economic development, social inclusion and environmental sustainability. It highlights the improvement in the Millennium Development Goals. [Résumé de l'éditeur]

Massiéra, A. (2016). Quel « développement durable » pour répondre à la crise mondiale actuelle? Paris : L'Harmattan, 278 p.

Dans un premier temps, cet ouvrage propose une analyse détaillée de l'ensemble des racines profondes de la crise actuelle, faisant un état des lieux de tous les problèmes rencontrés dans notre écosystème et dans notre socio système, qui sont en étroites relations d'interdépendance. Dans un second temps, il procède à l'actualisation indispensable de la définition du développement durable et formalise un nouveau paradigme à vocation universelle afin de permettre une détermination rationnelle des actions souhaitables à effectuer.

[Résumé de l'éditeur]

McDonough, W., et al. (2016). L'Upcycle : au-delà du développement durable, l'écoconception au service de l'abondance. Paris : Alternative, 251 p.

L'Upcycle est la suite très attendue de Cradle to Cradle, le manifeste d'écologie sans doute le plus fondamental de notre époque. Aujourd'hui, convoquant les enseignements obtenus suite à quinze années de mise en pratique du concept C2C auprès de sociétés, gouvernements et citoyens ordinaires, William McDonough et Michael Braungart lancent un nouvel appel évocateur visant à repenser la société humaine. [Résumé de l'éditeur]

Ramelet, É., et al. (2016). L'homme et l'eau : de la surconsommation à l'équilibre. Paris : Alternatives, 157 p.

Pénurie, pollution des nappes phréatiques, irrigation intensive, extractivisme... La "crise de l'eau" semble bien installée en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Victime du changement climatique, l'eau ne fait guère débat lors des conférences sur l'environnement. Pourtant, elle est au centre de défis essentiels pour l'avenir de l'humanité (agriculture, sécurité alimentaire, énergie, santé) et intimement liée aux trois piliers du développement durable : lutte contre la pauvreté, développement économique et préservation des écosystèmes. [Extrait du résumé de l'éditeur]

Stoessel-Ritz, J., et al. (2012). Développement durable, communautés et sociétés : dynamiques socio-anthropologiques. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 231 p.

Pour les auteurs de ce livre, le développement durable signifie bien davantage que l'entrée de l'environnement dans le champ de l'économie (ou vice versa) : le développement durable est sociétal et il interroge avant tout la solidarité et le lien social. Cet ouvrage prend le contre-pied des travaux appliqués à saisir les ajustements d'un développement durable prescrit par les experts et qui se limite à des initiatives techniques et procédurales. Il adopte un regard nouveau qui part des sociétés, des individus et des communautés en mouvement, considérant leurs potentiels de renouvellement de solidarités constitutives du bien commun. Il fait le lien entre le développement durable et l'économie sociale et solidaire.

Cette thèse est renforcée par celle d'un développement durable saisi comme une utopie qui prend une signification concrète, notamment à la lumière de transactions sociales, mettant en valeur l'enjeu démocratique dans la gouvernance du développement durable sur le terrain des villes, de l'agriculture et des territoires ruraux. [Résumé de l'éditeur]

Tanguay, G. A. (2014). "Indicateurs de développement durable en évaluation du patrimoine urbain : un domaine de recherche en émergence." *Téoros*, **33**(1): 129-133.

La recherche actuelle en patrimoine urbain est caractérisée par un nombre croissant d'études qui s'intéressent à l'analyse des pratiques existantes sous l'angle du développement durable. Ceci est confirmé par l'émergence de nouvelles revues de recherche dédiées (ex. *Journal of Cultural Heritage Management and Sustainable Development*) qui viennent compléter de nombreux volumes déjà consacrés au développement durable dans les revues d'études patrimoniales établies (ex. *International Journal of Heritage Studies*). Une grande partie des travaux publiés a été consacrée aux débats sur les processus et les instruments permettant d'évaluer la contribution du patrimoine bâti, naturel et culturel, à l'amélioration des performances environnementale, sociale et économique des villes, principaux indicateurs de leur développement durable. Dans ce contexte, les propositions de cadre d'analyse, de procédures et d'outils d'évaluation ont commencé à se multiplier (Tweed et Sutherland, 2007 ; Judson et Iyer-Raniga, 2010 ; Roders et Van Oers, 2014). Cette tendance a d'autant plus été favorisée par les différentes interprétations du développement durable et par le fait que chaque bâtiment, site et région urbaine possède ses propres caractéristiques, nécessitant l'utilisation d'une grille personnalisée d'indicateurs. Or, lorsqu'une telle grille devient trop spécifique, sa crédibilité pourrait être compromise puisqu'elle pourrait être instrumentalisée à des fins politiques. De plus, en devenant trop spécifique à chaque objet patrimonial, l'évaluation sous l'angle du développement durable soulève des questions de référentiel. En outre, la diversité des indicateurs utilisés ne permet pas la comparaison entre des sites ou des bâtiments de taille et d'emplacement de même envergure. Cette absence de référentiel pose à son tour un problème pour les gouvernements centraux, par exemple, dans le cadre de l'élaboration de programmes de financement et de plans d'action généraux. [Résumé de l'auteur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Tiani, F. K. (2013). Environnement et développement durable : clés pour une compréhension. Paris : L'Harmattan, 150 p.

Ce livre retrace l'évolution qui a conduit à la découverte récente du phénomène aujourd'hui appelé "environnement", dont il clarifie le sens. Il présente les clés de la compréhension de la gestion de l'environnement et du développement durable, à l'échelle tant nationale que régionale ou internationale et s'achève par une clarification du phénomène dit "développement durable", avec ses incidences sur la conduite actuelle des activités humaines. [Résumé de l'éditeur]

Tranquard, M. et C. Gagnon (2012). "Opérationnaliser le développement durable en contexte écotouristique : quels critères?" Téoros, **31**(2): 72-83.

L'usage du concept de développement durable est actuellement particulièrement répandu dans le secteur touristique. Tout projet d'envergure tend désormais à intégrer dans sa planification ou dans son cahier des charges la recherche des normes et principes de développement durable. Une difficulté tient cependant à la distance qui subsiste entre ce concept et les moyens employés pour y parvenir et l'évaluer. Plusieurs études sectorielles récentes soulignent ainsi la complexité de la mise en application des principes du développement durable dans le domaine touristique. Cette situation tiendrait notamment au relatif défaut de connaissances des fondements théoriques de ce concept de la part des gestionnaires privés et publics et des parties prenantes. Ce constat est par ailleurs d'autant plus problématique dans le cas spécifique de l'écotourisme, car celui-ci repose sur une application rigoureuse des principes du développement durable, notamment pour la dimension environnementale. L'objet de la présente analyse est d'identifier les critères de la durabilité écotouristique, soit les critères devant être opérationnalisés dans le cadre d'activités écotouristiques afin de favoriser le développement durable des territoires. Au-delà de leur recensement, il s'agit d'évaluer s'il existe une hiérarchisation de certains de ces critères, notamment s'agissant de la dimension environnementale du développement durable. Cette hiérarchisation peut permettre d'optimiser une démarche d'implantation lors de l'élaboration des projets écotouristiques. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Vauge, C. (2014). "Le développement durable, nouvel enjeu pour l'humanisme." International Review of Education, B.V. **60**(3): 327-338.

L'Homme a toujours recherché dans l'humanisme le soutien pour sa conduite individuelle et collective. Il a d'abord invoqué des entités naturelles porteuses de vertus diverses qui, dans les monothéismes se sont rassemblées en une déité unique dont l'omniscience abolira la quête du savoir jusqu'à la Renaissance européenne. Enhardi par de nombreuses découvertes, le siècle des Lumières fonde l'humanisme sur l'Homme lui-même. Cette hypothèse logiquement fragile oblige à revenir à une référence extérieure réhabilitant la Nature des origines. La Terre, cadre obligé de l'humanité révélé par l'exploration spatiale, est tout indiquée. Mais l'avidité civilisation industrielle s'active à la tarir ou à l'empoisonner au terme de quelques siècles. Afin d'échapper à cette échéance, l'Homme doit imaginer un nouvel humanisme pour regagner sa « niche » écologique sans sacrifier son développement indéfini. Les voies conceptuelles et techniques existent mais devront être enseignées à l'échelle de la planète. Paradoxalement, les sociétés les moins avancées pourraient être les premières à bénéficier du nouvel humanisme et du statut d'homo oecologicus. [Résumé de l'auteur]

Vivien, F.-D., et al. (2013). L'évaluation de la durabilité. Versailles : Éditions Quae, 268 p.

Bien que l'expression, apparue dans les années 1980, soit passée dans le vocabulaire courant, le développement durable reste une notion paradoxale, aux contours flous et largement controversée. Cependant, la nécessité de l'introduire aujourd'hui dans un ensemble de dispositifs et de cadres normatifs publics et privés suscite une demande croissante d'évaluation des actions et des mesures prises ; c'est ce que les auteurs de cet ouvrage ont tenté de réaliser ici à partir de trois démarches. La première consiste à définir un contenu propre au développement durable : quelle est sa spécificité, quel rapport entretient-il avec la croissance et la pauvreté, se situe-t-il sur du long terme ? La deuxième démarche l'appréhende comme un contenant, à savoir un ensemble de problématiques (biodiversité, changement climatique...) auxquelles il convient de répondre si l'on veut assurer la durabilité des dynamiques socioéconomiques et écologiques. La troisième est une démarche dite procédurale : on ne sait pas très bien définir a priori le développement durable, les principes et procédures de décision mis en œuvre (principe de précaution, principe de participation, etc.) nous mettront donc sur sa trajectoire. Cet ouvrage, destiné aux chercheurs et aux décideurs, rassemble des contributions qui analysent à partir de ces approches les différentes conceptions de l'évaluation de la durabilité. [Résumé de l'éditeur]



## STRATÉGIES ET ACTIONS GOUVERNEMENTALES

Aziz, S. (2014). "Développement durable et risques politiques mondiaux." Dans : Économie mondiale. Montréal : Éditions La Presse : Décision média : 79-89.

Carlier, B. (2012). Les agendas 21, outils durables de développement durable. Voiron [France] : Territorial éditions, 188 p.

Le développement durable, fondé sur l'idée que l'humanité doit repenser sa conception du développement afin de lier intimement développement économique, épanouissement humain et préservation des ressources naturelles, paraît aujourd'hui incontournable. Les Agendas 21 locaux représentent la déclinaison opérationnelle de ces principes à l'échelle territoriale, autour d'objectifs précis et de programmes d'actions alliant long terme et court terme, dans le cadre d'un processus participatif mobilisant les citoyens. En ce sens, ils sont la traduction concrète des principes du développement durable au travers d'une méthode précise. Selon l'Observatoire national des Agendas 21 locaux et des pratiques territoriales de développement durable, 20 ans après la définition des Agendas 21 locaux lors du sommet de Rio de Janeiro en 1992, l'engagement des collectivités se confirme d'année en année ; toutefois, nombre d'entre elles hésitent encore à mettre en œuvre une démarche formalisée. Cet ouvrage, en proposant méthodes, actualités, outils, liens Internet et exemples variés, a pour objectif de rendre accessible à tout territoire, quelle que soit la taille de la collectivité ou de l'organisme qui le porte, une démarche structurée et ambitieuse de développement durable et un engagement aisé dans un processus d'Agenda 21 local.

[Résumé de l'éditeur]

Clarkson, A. (2016). "Do the SDGs Herald the End of World Poverty or World Ambitions?" International Policy Digest, 3(2): 15-16.

The article discusses the objectives of the new United Nations (UN) Sustainable Development Goals (SDG) as of February 2016, including the promotion of sustained, inclusive and sustainable economic growth.

Groupement de recherches sur l'administration locale en Europe (France) (2015). Planification, développement durable et action publique locale. Paris : L'Harmattan, 315 p.

Cet ouvrage permet de mieux appréhender - dans sa diversité et sa complexité - la planification durable locale en tant qu'instrument essentiel de l'action publique locale, et de mieux comprendre les différents problèmes que posent aujourd'hui les liens entre les trois notions que sont le développement durable, la planification et l'intercommunalité, ainsi que les articulations existant désormais entre les multiples instruments de planification actuels. [Résumé de l'éditeur]

Lavallée, S. et P. Woitrin (2015). "La Conférence de Rio sur le développement durable (Conférence de Rio + 20) : révolution ou évolution de la gouvernance internationale de l'environnement?" Cahiers de droit, **56**(2): [105]-150.

Toute réflexion sur la gouvernance internationale de l'environnement et sur l'opportunité de créer une organisation internationale de l'environnement ne peut se résumer à un débat sur l'institution en tant que telle. Ce serait oublier les enjeux les plus déterminants du débat, lesquels portent davantage sur la façon d'assurer l'efficacité des accords et de renforcer leur légitimité et leur prise en considération dans les autres compétences de l'Organisation des Nations Unies (ONU), mais également dans l'ensemble du système économique mondial. Quelles sont les réformes institutionnelles les mieux à même d'assurer l'efficacité de l'action collective dans la résolution des problèmes environnementaux globaux ? On sait que le passage du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) à une Organisation mondiale du commerce (OMC) a permis de réformer l'organe de règlement des différends, ce qui a eu un effet déterminant sur l'efficacité et le respect des accords commerciaux. Peut-on réfléchir de la même manière pour ce qui est de la création d'une organisation internationale de l'environnement ? Dans quelle mesure et quelles conditions une telle organisation pourrait-elle renforcer les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et, partant, l'engagement des États vers un développement durable ? En convoquant la Conférence de Rio + 20, qui avait non seulement pour thème l'économie verte, mais également le cadre institutionnel du développement durable, l'Assemblée générale des Nations Unies voulait susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable. Au regard des faiblesses de la gouvernance internationale de l'environnement sur le plan de la coordination, du renforcement des capacités des pays en développement (PED), de la légitimité et de l'autorité des institutions qui participent à cette gouvernance, la déclaration diplomatique finale de la Conférence de Rio + 20, intitulée « L'avenir que nous voulons », contient-elle des engagements politiques susceptibles d'insuffler des améliorations notables à la gouvernance internationale de l'environnement ? Porte-t-elle en germe des avancées vers la création d'une organisation internationale de l'environnement ?

Merad, M. (2014). Organisations hautement durables : gouvernance, risques et critères d'apprentissage. Paris : Tec & Doc : Lavoisier, 141 p.

Le « développement durable » est un projet de société séduisant qui reste relativement théorique en raison du déficit de retours d'expériences opérationnelles et méthodologiques. Organisations hautement durables a pour objectif de rendre compte, de comprendre et d'accompagner la mise en pratique du développement durable au sein d'entreprises et d'organismes publics. À ce titre, cet ouvrage : – définit le concept d'organisation hautement durable en s'appuyant sur les notions de risques organisationnels et sur ce qui est à préserver : « le capital critique » ; – identifie les stades d'apprentissage organisationnel en vue d'atteindre les caractéristiques d'une organisation hautement durable et responsable ; – souligne l'intérêt des indicateurs et pointe leurs dérives d'usage ; – propose des méthodes d'aide multicritère à la décision, notamment pour la mise en place d'une

stratégie et d'un plan d'actions développement durable ; – aborde les difficultés opérationnelles du changement organisationnel et discute des moyens et des leviers d'actions pour les dépasser ; – soulève l'importance du rôle de la gouvernance dans ce cadre et propose des fondements et des critères de son évaluation. Illustré de nombreux exemples et d'expériences de terrain, cet ouvrage repose sur un partage des pratiques et sur une approche scientifique. Il propose une ingénierie avec de véritables outils politiques, organisationnels et techniques pour aider les dirigeants d'entreprises et d'organismes publics à opérer un changement vers un nouveau schéma d'organisation axé sur la gestion des problématiques environnementales et sociétales. Organisations hautement durables s'adresse aux décideurs, aux analystes, aux ingénieurs et aux consultants qui ont à répondre à une demande particulière en matière de développement durable et de responsabilité sociétale.

[Résumé de l'éditeur]

Mead, H.-L. (2015). "En partant du rapport Brundtland : l'échec du développement durable". Dans : Sortir du pétrole. Montréal : Somme toute : 87-93.

Plan Nord (Québec) (2014). Plan Nord : bâtir ensemble un projet exemplaire de développement durable. Québec : Ministère des relations internationales et de la francophonie, 12 p.

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Québec (Province). Bureau de coordination du développement durable (2013) Le développement durable au gouvernement du Québec : exemples d'actions mises en œuvre dans le cadre des plans d'action de développement durable : rapport quinquennal de mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de développement durable. Québec : Ministère du développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques, 62 p.

Le Rapport quinquennal de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 dresse un portrait des mécanismes appliqués et de la contribution de l'ensemble des ministères et organismes visés par la Loi sur le développement durable à l'atteinte des 29 objectifs fixés par le gouvernement pour la période du 1er janvier 2008 au 31 mars 2013. Cette contribution de l'administration publique québécoise s'est traduite principalement par l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action de développement durable (PADD). En mettant de l'avant et en publiant leurs plans d'action au plus tard le 1er avril 2009, tous les ministères et organismes publics se sont engagés à mettre en œuvre des actions pour permettre l'instauration graduelle d'un nouveau cadre de gestion au sein de l'administration publique. Près de 1 150 actions ont été réalisées par l'ensemble des ministères et organismes publics au cours de cette période. En plus de s'inscrire dans la recherche d'un développement durable à travers l'exercice des pouvoirs et des responsabilités du gouvernement (article 1 de la Loi sur le développement durable), la plupart de ces actions ont contribué à l'atteinte des objectifs prioritaires et des activités incontournables établis par la Stratégie

gouvernementale de développement durable. Le présent document met en évidence et vient bonifier la liste des premiers exemples d'actions parue dans le Rapport quinquennal de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Ce sont donc plus de 100 actions inspirantes réalisées au cours de la période 2008-2013 qui sont décrites dans le présent document et qui font état de manière concrète et tangible des avancées, mais aussi des efforts et du travail entrepris par l'ensemble des membres de l'administration publique du Québec pour réaliser la démarche gouvernementale de développement durable. Ces actions permettent également de saisir l'ampleur des changements amorcés, qui se poursuivront au cours des prochaines années, dans la réalisation du virage visant à intégrer davantage la recherche d'un développement durable à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'intervention, dans les politiques, les programmes et les actions gouvernementales. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Québec (Province) (2012). Cadre institutionnel du développement durable et développement d'une économie verte au Québec : rapport du Québec présenté dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Québec (Province) : Développement durable, environnement et parcs Québec, 53 p.

Dès la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, aussi appelée Sommet de Rio de 1992, le Québec prend le virage vers un développement durable. Depuis 2006, la démarche de développement durable du gouvernement du Québec s'appuie sur une base légale. La Stratégie gouvernementale de développement durable constitue le cadre de référence où le gouvernement du Québec indique les objectifs qu'il veut atteindre et la façon dont il entend s'y prendre. Plus de 130 ministères et organismes du gouvernement du Québec se sont engagés dans la mise en œuvre de cette stratégie. C'est avec ce cadre institutionnel que le gouvernement entend continuer à relever le défi d'assurer la synergie et la cohérence des actions pour atteindre des résultats significatifs, considérant les préoccupations d'ordre social, environnemental et économique. Cette démarche concorde avec les approches préconisées par les institutions internationales, notamment les 27 principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, adoptés à Rio en 1992, et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, adopté en 2002. Dans un monde en perpétuelle évolution, les mécanismes d'évaluation et de révision de la démarche mis en place par le gouvernement du Québec favorisent l'innovation et l'adaptation aux changements de la société dans le temps. L'approche, qui se veut participative et transparente, vise à enrichir la démarche, à lui donner une crédibilité et à créer un effet d'entraînement et d'inspiration dans la société québécoise. La mobilisation massive des ministères et des organismes gouvernementaux dans la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale démontre que la démarche est déjà opérationnelle et laisse présager des résultats positifs dans l'atteinte des objectifs.

La voie vers un développement durable tracée par le gouvernement du Québec est construite sur une vision à long terme qui devrait permettre aux générations actuelles et futures de bénéficier de conditions équitables pour leur développement. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Québec (Province). Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (2017). Plan d'action de développement durable. Québec (Québec) : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques, 47 p.

Le Plan d'action de développement durable 2015-2020 (PADD) du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) met de l'avant 29 actions privilégiées pour contribuer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 (Stratégie 2015-2020). Les actions prévues dans le PADD sont accompagnées d'une description, de cibles et d'indicateurs et sont associées à l'atteinte d'un ou de plusieurs des objectifs visés par la Stratégie 2015-2020. Certaines d'entre elles s'inscrivent dans les travaux de chantiers horizontaux visant à renforcer l'efficacité et la cohérence de l'action gouvernementale en matière de développement durable et de lutte contre les changements climatiques. Le PADD présente également, dans une section distincte, les principaux mécanismes de mise en œuvre prévus par la Stratégie 2015-2020 et les moyens qu'entend prendre le MDDELCC pour exercer les responsabilités que lui confie la Loi sur le développement durable, notamment en matière d'animation, de coordination et de promotion de la démarche gouvernementale de développement durable au sein de l'administration publique et de la société. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Québec (Province). Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (2017). Stratégie gouvernementale de développement durable. Québec (Québec) : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques, 121 p.

La Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 (Stratégie 2015-2020) s'inscrit dans le cadre de la démarche de développement durable du gouvernement du Québec entreprise en 2004. Elle découle de la Loi sur le développement durable (LDD) (RLRQ, c. D-8.1.1) qui a été adoptée par le gouvernement et l'Assemblée nationale du Québec au printemps 2006. La LDD a conduit à l'adoption d'une première stratégie gouvernementale de développement durable, la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 (Stratégie 2008-2013), qui a été prolongée par le gouvernement jusqu'à l'adoption de la Stratégie 2015-2020. En vue de poursuivre cette démarche et à la lumière des résultats obtenus dans le cadre de la Stratégie 2008-2013, des travaux et des consultations ont été effectués depuis l'automne 2012 pour réviser la stratégie gouvernementale de développement durable, tel qu'il est prévu par la LDD. Ainsi, des recherches et des réflexions ont été faites par des comités et des groupes de

travail gouvernementaux : le Comité directeur du développement durable, le Comité interministériel du développement durable, un groupe de travail ad hoc formé de gestionnaires, des groupes de travail interministériels et par des professionnels du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Des consultations ciblées ont également été menées auprès d'autres intervenants gouvernementaux, de représentants de la société civile et d'organismes municipaux durant l'année 2013. Enfin, la Stratégie 2015-2020 tient compte des commentaires et des recommandations exprimés par 57 groupes lors de la consultation publique menée par la Commission des transports et de l'environnement entre le 23 janvier et le 11 février 2015. Elle est aussi le reflet de recommandations des parlementaires de cette commission. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Québec (Province). Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation., Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques (2016). Inciter les entreprises à prendre le virage du développement durable : défis et enjeux à l'horizon 2020. Québec (Québec) : Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation., Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques, 19 p.

Le virage vers une économie verte et responsable est essentiel, puisqu'il permet non seulement d'apporter des solutions innovantes aux problématiques sociales et environnementales auxquelles notre société fait face, mais aussi de renforcer le système économique québécois en fonction de valeurs d'innovation et de collaboration avec le milieu. C'est dans cette perspective qu'accroître le nombre d'entreprises qui investissent en responsabilité sociétale devient incontournable pour le Québec. Il est démontré que les entreprises québécoises qui intègrent des critères de développement durable dans leur stratégie d'affaires améliorent leur performance globale, renforcent leur résilience et se distinguent sur les marchés en répondant mieux aux besoins de leur clientèle.

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Rencontres Champlain-Montaigne (2012). Le développement durable en action : 6e Rencontre Champlain-Montaigne. Québec : Presses de l'Université Laval, 199 p.

Si, vingt-cinq ans après son élaboration, le contenu d'un développement durable demeure souvent disputé, l'esprit et les principes qu'il véhicule guident progressivement l'action des divers niveaux de gouvernance territoriale. Que ce soit dans le cadre des campus universitaires, des transports, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de la gestion du patrimoine naturel, les décideurs régionaux et locaux sont amenés à réfléchir concrètement à sa traduction dans des politiques et pratiques locales nouvelles. Mais les bonnes intentions ne suffisent pas et ceci ne se fait pas sans heurts ni tâtonnements. Cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu à l'Université de Bordeaux en octobre 2010, associe des mises en perspective générales à des témoignages de spécialistes, universitaires et praticiens, qui se sont efforcés de développer de nouvelles pratiques locales du

développement durable. La mise en commun des expériences des régions et des villes de Bordeaux et de Québec permet de mieux comprendre la nature extrêmement complexe des politiques que l'on veut inscrire dans un développement durable, de cerner les dilemmes qu'elles génèrent, d'identifier la nature des obstacles qu'elles affrontent et de réfléchir au potentiel des réponses adoptées. [Résumé de l'éditeur]

Rumpala, Y. (2010). "Gouverner en pensant systématiquement aux conséquences ? : les implications institutionnelles de l'objectif de « développement durable." VertigO : La revue électronique en sciences de l'environnement, **10**(1): 24 p.

La réalisation d'un « développement durable » est devenue un objectif courant des agendas gouvernementaux. Il peut être interprété comme la formulation d'une obligation envers l'avenir et d'une nécessité de révision de la manière de préparer cet avenir. Les implications éthiques et institutionnelles peuvent être importantes : si la collectivité se rallie à cette logique, elle va devoir adapter son état d'esprit général et s'occuper des conséquences de ses actions, y compris celles qui pourraient paraître éloignées dans le temps. Précisément, un tel projet suppose d'éviter les conséquences jugées négatives, notamment celles qui correspondraient à des effets irréversibles, dans une démarche de surcroît systématique. Il importe de saisir les soubassements et les orientations de cette reconfiguration qui pourrait s'avérer engagée. Cette apparente généralisation de l'attention pour les conséquences, portée de manière emblématique par une thématique comme celle du « développement durable », laisse en effet entrevoir une rationalité gouvernementale en évolution. Elle tend à induire non seulement des transformations dans l'appréhension des objets de gouvernement, mais aussi des repositionnements des cadres programmatiques à partir desquels s'élaborent les interventions institutionnelles. De ce mouvement paraissent ou pourraient émerger de nouveaux principes d'action et il est donc essentiel d'engager la réflexion pour en cerner les contours et les lignes directrices. [Résumé de l'éditeur]  
[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Soldo, E., et al. (2010). "Les pratiques évaluatives au cœur de l'action publique locale en matière de développement durable : une lecture néo-institutionnaliste." Management international, **14**(4): 69-84.

Les initiatives des pouvoirs publics territoriaux pour le développement durable se caractérisent par l'émergence d'un processus d'institutionnalisation, rendant le recours aux pratiques évaluatives nécessaire. Pour comprendre l'impact de ces pratiques sur les politiques de développement durable cet article mobilise la théorie néo-institutionnelle. La partie empirique s'appuie sur une étude multi-niveaux des discours des acteurs publics territoriaux impliqués dans l'évaluation d'actions durables. Les résultats montrent la délicate appropriation par les acteurs publics des principes du développement durable.

L'évaluation devient un outil de légitimation et de structuration de l'action « durable », définie autour d'une norme commune. Des modes de gouvernance renouvelés et un effet d'apprentissage organisationnel émergent.

[Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Tsayem-Demaze, M. (2011). Géopolitique du développement durable : les États face aux problèmes environnementaux internationaux. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 228 p.

Alliant la synthèse géographique dans une perspective internationale et l'analyse des désaccords entre les pays développés et les pays en développement, l'ouvrage éclaire la géopolitique du développement durable et permet de disposer de connaissances fondamentales en la matière. Les perspectives esquissées sont utiles pour suivre l'évolution des débats et des négociations sur les problèmes environnementaux planétaires. Les textes fondateurs, en particulier le rapport Brundtland, les conventions internationales, les accords de Copenhague et de Cancun y sont décryptés. Des cartes éclairent l'adhésion des États aux préoccupations environnementales et au leitmotiv du développement durable.

[Résumé de l'éditeur]

Vérificateur général du Québec (2016). Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016 : suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources du commissaire au développement durable : Fonds vert : gestion et aide financière. Québec : Vérificateur général du Québec, 26 p.

Nos travaux ont porté sur l'ensemble des recommandations que nous avons formulées au printemps 2014 et sur les deux recommandations que la CAP avait faites à l'intention du MDDELCC. Ces travaux ont été réalisés auprès du MDDELCC et du ministère des Transports du Québec (MTQ), soit les deux ministères qui ont participé à l'audition tenue à l'automne 2014 par la CAP relativement à la vérification initiale. Cette dernière avait pour objectifs de nous assurer que le MDDELCC a mis en place un cadre de gestion permettant d'assurer l'atteinte des objectifs du Fonds vert et de vérifier si des ministères responsables de programmes financés au moyen de ce fonds gèrent les ressources mises à leur disposition avec efficacité et efficience. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)



## ENTREPRISES ET ASPECTS ÉCONOMIQUES

Bacali, L. (2011). Les défis des PME du Sud et du Nord : vers leur développement durable. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 208 p.

Les PME représentent la majorité du tissu industriel de la plupart des nations et y créent la majorité des emplois. Elles sont devenues les outils qu'utilisent bien des gouvernements et des partenaires au développement pour réduire la pauvreté et stimuler et diversifier les économies. Dans une perspective comparative, cet ouvrage étudie l'entrepreneuriat dans trois pays de culture et de niveau économique différents, malgré leur appartenance commune à l'espace de la Francophonie : un pays industrialisé et membre du G8, le Canada, un pays émergent et membre de l'Union européenne, la Roumanie, et un pays en voie de développement d'Afrique et exportateur de pétrole, le Congo Brazzaville. L'étude s'inscrit dans le contexte de l'analyse institutionnelle et intègre, notamment, la culture du développement durable, visant à mettre en évidence l'impact de divers facteurs sur les spécificités du comportement entrepreneurial des PME. Les auteurs avancent que la promotion des PME dépendra fondamentalement de la capacité à générer des institutions de qualité qui jouent un rôle déterminant dans une meilleure coordination marchande. [Résumé de l'éditeur]

Brégeon, J., et al. (2014). Développement durable : entreprises et territoires en mouvement. Paris : Eska, 254 p.

Dans cette crise qui n'en est pas une, puisque nous entrons dans un monde nouveau, alors que les pays émergents ont émergé et que la vieille Europe est comme sidérée, nous faisons le constat des métamorphoses nécessaires. Ainsi, sommes-nous en «transition» entre une position obsolète et un avenir à inventer dans l'urgence. Mais, quel avenir ? Et comment le construire ? Et qui va le construire ? Compte tenu des enjeux planétaires, cet avenir ne saurait être que «durable», c'est-à-dire reposant sur un modèle économique compatible avec les ressources de la planète et proposant un développement équitable et éthiquement défendable («sustainable»). Ce modèle ne pourra procéder que d'une pensée nouvelle intégrant prospective, cindynique, systémique, empathie... et s'exprimant sur le plan collectif dans la réalité des territoires. Il se traduira par des projets innovants conçus et conduits en partenariat en requérant, au-delà des compétences individuelles, des compétences collectives, territoriales, voire, sociétales. [Résumé de l'éditeur]

Brégeon, J., et al. (2014). Développement durable « Compétence 21 » : comprendre et développer les compétences collectives. Paris : Eska, 371 p.

Dans cette crise qui n'en est pas une, puisqu'en fait, nous entrons dans un monde nouveau, alors que les pays émergents ont émergé et que la vieille Europe est comme sidérée, nous faisons le constat des métamorphoses nécessaires et des mutations à conduire plutôt qu'à subir. Ainsi, nous sommes en "transition" entre une situation définitivement obsolète et un avenir à inventer dans l'urgence. Mais,

quel avenir ? Et comment le construire ? Et qui va le construire ? Compte tenu des enjeux, cet avenir ne saurait être autre que "durable" au sens le plus complet du terme, c'est-à-dire selon un modèle économique compatible avec l'environnement et les ressources de la planète et, surtout, selon un modèle de développement qui soit équitable et, donc, éthiquement défendable ("sustainable"). Ce modèle ne pourra procéder que d'une pensée nouvelle intégrant prospective, cindynique, systémique, empathie et s'exprimant sur le plan collectif dans la réalité des territoires. Il se traduira par des projets innovants conçus et conduits en partenariat en requérant, au-delà des compétences individuelles, des compétences collectives, territoriales, voire, sociétales. Cet ouvrage collectif constitue un corpus des savoirs utiles à cette approche nouvelle (tome 1) ; il dresse également un paysage des pratiques observables dans l'entreprise et sur les territoires.  
[Résumé de l'éditeur]

Cadieux, J. et M. Dion (2012). Manuel de gestion du développement durable en entreprise : une approche progressive : en appui à la norme BNQ 21000. Montréal : Fides, 718 p.

Ce manuel est utile aux dirigeants puisqu'il démystifie la gestion du développement durable, le tout dans une approche simple et progressive. Après avoir rempli la grille d'autoévaluation de la Méthode BNQ 21000, l'entreprise est rapidement en mesure de mettre en relief ses forces et ses faiblesses, et ce, à travers les 21 enjeux du développement durable. Une fois les forces et les faiblesses de l'entreprise déterminées, le dirigeant n'a qu'à consulter chacun des chapitres de ce livre afin de se doter d'une stratégie adaptée à ses besoins et à la situation particulière de son entreprise. En somme, ce livre vise à rendre le dirigeant le plus autonome possible par rapport à l'évolution de la maturité de ses pratiques de gestion en termes de développement durable.  
[Résumé de l'éditeur]

Courrent, J.-M. et S. Berger-Douce (2012). RSE et développement durable en PME : comprendre pour agir. Bruxelles : De Boeck, 159 p.

La demande sociale faite aux entreprises d'intégrer les enjeux du développement durable dans leurs décisions, initialement tournée vers les grandes organisations, s'est étendue progressivement aux PME. Une attention accrue est ainsi portée à la façon dont celles-ci contribuent à l'intérêt général, au nom de leur responsabilité sociétale (RSE). Or les spécificités de gestion des entreprises de petite taille éloignent leurs principes de fonctionnement de ceux des plus grandes et posent ainsi de façon spécifique la question de la RSE. De même, les outils généralement élaborés par ou pour les grandes entreprises n'apparaissent pas toujours facilement mobilisables en PME. [Résumé de l'éditeur]

L'économie circulaire : une transition incontournable (2016). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 189 p.

Ce livre, écrit sous l'égide de l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (I-EDDEC), présente les réflexions d'une cinquantaine d'experts, notamment en environnement, en génie industriel ou chimique, en management, mais aussi en économie, en géographie, en anthropologie et en philosophie. Dans une langue accessible, il fait le point sur la nécessité de se tourner vers un modèle respectueux des limites de la planète et qui contribue au bien-être des individus et des collectivités. [Extrait du résumé de l'éditeur]

Labelle, F., et al. (2014). Les PME en marche vers le développement durable. Québec : Presses de l'Université du Québec, 256 p.

Les petites et moyennes entreprises (PME) ont des répercussions majeures sur l'économie, sur la société et sur l'environnement. Elles représentent au Canada plus de 98 % des entreprises, près de 70 % des emplois du secteur privé et près de 40 % du produit intérieur brut. Les PME sont aussi responsables de 70 % à 80 % des effets négatifs sur l'environnement et de 60 % des déchets commerciaux. Si elles contribuent au problème environnemental, elles peuvent toutefois y apporter des solutions en mettant leur capacité d'innovation au profit du développement durable. Cet ouvrage propose aux PME des moyens concrets pour les soutenir dans leur démarche de développement durable, tout en tenant compte de leurs pratiques, de leurs comportements et de leur stade de développement. Comment réaliser des produits écoconçus en contexte de PME ? Comment piloter une démarche de développement durable et s'assurer de l'atteinte des objectifs établis et des niveaux de performance souhaités ? Il ne s'agit plus simplement de recycler du papier et d'éviter l'achat de bouteilles d'eau. Il s'agit de hausser d'un cran les actions responsables et d'intégrer le développement durable et la responsabilité sociale au cœur de la stratégie des PME. Les auteurs répondent à ces questions, et à bien d'autres encore, tout en déboulonnant certains mythes, comme la croyance en la supériorité des grandes entreprises et de leurs « économies d'échelle » pour relever le défi du développement durable. [Résumé de l'éditeur]

Laverdure B. (2012). Les métiers de l'industrie à l'heure du développement durable. Montreuil [France] : AFPA, 136 p.

Pour un secteur souvent proclamé en déclin comme l'industrie, le développement durable est synonyme d'opportunités. Les entreprises du secteur qui se sont déjà engagées dans cette voie y trouvent d'ailleurs de nombreux avantages en termes stratégiques, économiques et sociaux. Ce tournant a de grandes conséquences sur l'emploi : les professionnels doivent désormais, à chaque phase - de la conception au recyclage en passant par la fabrication et la maintenance - penser le produit en fonction de son impact sur l'environnement et la société et ce jusqu'à sa fin de vie. D'où la nécessité pour les employeurs de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée dont les compétences évoluent en permanence.

C'est pour accompagner aussi bien les professionnels du secteur que les conseillers emploi et les formateurs que l'Afpa a réalisé cet ouvrage avec l'appui d'Alternatives Économiques. Il dresse un panorama de cette révolution verte, décrit ses conséquences pour chaque métier, donne la parole aux différents intervenants du secteur et fait le tour des formations disponibles. [Résumé de l'éditeur]

Laverdure, B. (2013). Les métiers des services à l'heure du développement durable. Paris : AFPA : Alternatives économiques, 136 p.

Le secteur des services regroupe aujourd'hui plus des trois quarts des emplois : transports, commerce, social, santé, éducation, culture, loisirs, services aux entreprises et services aux personnes, etc. Des activités diverses, mais qui ont en commun d'être bien moins « immatérielles » qu'on ne le dit souvent. Gros consommateurs d'énergie, les services sont également d'importants utilisateurs finals de ressources. Un développement réellement durable passe donc par une profonde transformation des services. La panoplie des solutions est vaste. Elle passe par de nouveaux choix techniques et organisationnels – informatique moins énergivore ; bureaux BBC (bâtiment basse consommation) ou passifs (qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment) ; télétravail ; transports optimisés, etc. – et par l'adoption de nouveaux comportements : éco-conduite, diminution des impressions papier... Avec pour objectif de développer des réponses aux besoins optimales en termes d'utilités sociale, sociétale et environnementale. Une mutation qui suppose de pouvoir mobiliser une main-d'œuvre qualifiée, apte à s'adapter en permanence à des objectifs évolutifs. C'est pour accompagner aussi bien les professionnels du secteur que les conseillers emploi et les formateurs que l'Afpa a réalisé cet ouvrage avec l'appui d'Alternatives Économiques. Il dresse un panorama de cette révolution en cours, décrit ses conséquences pour chaque métier, donne la parole aux différents intervenants du secteur et fait le tour des formations disponibles. [Résumé de l'éditeur]

Lecoer, L. et C. Fourmond (2010). L'entreprise au cœur du développement durable : [la stratégie RSE]. Le Mans : GERESO Édition, 158 p.

Développement durable et responsabilité sociale : deux notions encore trop imprécises pour la majorité des entreprises. Pourtant, les intégrer est nécessaire pour optimiser les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Pour l'auteur, la voie du développement durable est aujourd'hui inévitable et l'entreprise doit y jouer un rôle essentiel. Cet ouvrage est destiné aux responsables diversité, responsables RSE (responsabilité sociétale ou sociale des entreprises), responsables des ressources humaines, responsables QHSE, chargés de projet... Une réflexion passionnante pour appréhender les contours de la RSE et ses applications concrètes, dans l'objectif de nouveaux modes de management. [Résumé de l'éditeur]

Maymo, V. et G. Murat (2013). Développement durable et RSE. Paris : Dunod, 191 p.

Le développement durable dans les entreprises, on en a beaucoup parlé ... mais souvent dans une logique de communication. Il s'agit désormais d'intégrer le DD à la stratégie de l'entreprise, au niveau de l'organisation et même du management au quotidien, de le piloter et de se l'approprier. Bon nombre d'entreprises, notamment les banques et la grande distribution, créent des directions du DD. Ce livre propose une cinquantaine d'outils directement opérationnels pour s'approprier les enjeux du DD et les mettre en œuvre, depuis la définition de la stratégie de l'entreprise jusqu'à la mesure et la valorisation du développement durable et de la responsabilité sociale de l'entreprise. [Résumé de l'éditeur]

Méaux, F., et al. (2014). Entreprises performantes et responsables : c'est possible! : retour d'expérience « Développement durable » des entreprises évaluées AFAQ 26000. La Plaine Saint-Denis [France] : AFNOR Éditions, 225 p.

En novembre 2010 était publiée la norme ISO 26000. Cette norme, approuvée par 90 pays, fixe le concept de Responsabilité Sociale des Entreprises. Non certifiable, elle exige néanmoins des entreprises qu'elles rendent compte de façon crédible de leurs actions en la matière. Après trois ans d'existence, il était temps de faire un bilan statistique et qualitatif de l'expérience des organisations qui se sont soumises à évaluation, et d'apporter une réponse fiable à la grande question que se posent les entreprises : la RSE est-elle compatible avec la performance ? Ce livre présente sous une forme attractive et facile à lire les informations livrées par plus de 200 entreprises pionnières : retours d'expérience, verbatim, synthèses... Autant d'éléments qui montrent qu'incontestablement, RSE et performance sont parfaitement compatibles, et qui guideront les entreprises encore hésitantes. [Résumé de l'éditeur]

Panwar, R., et al. (2016). Forests, business and sustainability. London : Routledge, Taylor & Francis Group, 213 p.

Forests are under tremendous pressure from human uses of all kinds, and one of the most significant threats to their sustainability comes from commercial interests. This book presents a comprehensive examination of the interactions between the forest products sector and the sustainability of forests. It captures the most current sustainability concerns within the forestry sector and various sustainability-oriented initiatives to address these. Experts from around the world analyze interconnected topics including market mechanisms, regulatory mechanisms, voluntary actions, and governance, and outline their effectiveness, potential, and limitations. By presenting a novel overview of the burgeoning field of business sustainability within the forestry sector, this book paves a way forward in understanding what is working, what is not working, and what could potentially work to ensure sustainable business practices within the forestry sector. [Résumé de l'éditeur]

Perthuis, C. de et P.-A. Juvet (2013). Le capital vert : une nouvelle perspective de croissance. Paris : Odile Jacob, 279 p.

La nature a-t-elle un prix ? Comment valoriser le capital qu'elle représente pour construire un autre rapport de l'homme à son environnement ? Peut-on rendre compatibles l'impératif écologique et la prospérité de l'économie ? Ce livre rompt avec la pensée économique traditionnelle, qui considère la nature comme un stock limité de ressources, dont l'épuisement menace la croissance. À cette vision fondée sur la rareté, Christian de Perthuis et Pierre-André Juvet opposent la notion de fonction régulatrice : les services que rend la nature, qu'il s'agisse de la stabilité du climat ou de la biodiversité, ne peuvent rester gratuits si on veut maintenir la possibilité d'une croissance. Explorant les champs d'expérimentation déjà ouverts pour le climat et la biodiversité, les auteurs montrent qu'il y a là un vivier d'innovations et d'investissements pour une croissance pérenne. Ils dévoilent sous un angle neuf les enjeux de la transition énergétique et écologique.

[Résumé de l'éditeur]

Pic, J.-C., et al. (2013). Entreprendre dans le green business : créer et développer une entreprise durable et responsable. Paris : Dunod, 226 p.

Les marchés de l'économie verte, les nouvelles pratiques du développement durable et de la responsabilité sociétale offrent des opportunités fortes pour les entreprises, aussi bien pour les TPE/PME existantes que pour les porteurs de projet. Pour les découvrir ou s'y investir, cet ouvrage présente : - de nombreux exemples d'éco-entreprises dans tous les secteurs d'activité ; - les marchés et le business plan de l'éco-entrepreneur ; - la mise en pratique de la RSE au quotidien, ses enjeux et ses avantages ; - les soutiens et sources de financement possibles pour les projets durables. Ce livre réunit l'expertise de trois auteurs, spécialistes de l'économie verte, du projet entrepreneurial et de la responsabilité sociétale de l'entreprise. C'est un véritable guide pratique pour accompagner les projets de création et de développement dans le respect de l'environnement et des parties prenantes. [Résumé de l'éditeur]

Rethinking capitalism : economics and policy for sustainable and inclusive growth (2016). Chichester, West Sussex, United Kingdom : Wiley-Blackwell in association with The Political quarterly, 225 p.

Western capitalism is in crisis. For decades investment has been falling, living standards have stagnated or declined, and inequality has risen dramatically. Economic policy has neither reformed the financial system nor restored stable growth. Climate change meanwhile poses increasing risks to future prosperity. In this book some of the world's leading economists propose new ways of thinking about capitalism. In clear and compelling prose, each chapter shows how today's deep economic problems reflect the inadequacies of orthodox economic theory and the failure of policies informed by it. The chapters examine a range of contemporary economic issues, including fiscal and monetary policy, financial markets and business behaviour, inequality and privatisation, and innovation and environmental change.

The authors set out alternative economic approaches which better explain how capitalism works, why it often doesn't, and how it can be made more innovative, inclusive and sustainable. Outlining a series of far-reaching policy reforms, *Rethinking Capitalism* offers a powerful challenge to mainstream economic debate, and new ideas to transform it.

Reynaud, E. (2011). Le développement durable au coeur de l'entreprise : marketing, RH, finance, stratégie-- : des pistes concrètes pour lancer la démarche. Paris : Dunod, 202 p.

Les questions de développement durable préoccupent de plus en plus les consommateurs et gagnent aujourd'hui par ricochet les entreprises : comment faire évoluer conjointement protection de l'environnement, responsabilité sociale et performance économique ? Pour répondre aux préoccupations des différents publics visés, chacun des cinq chapitres de cet ouvrage correspond à une grande fonction de l'entreprise : marketing, RH, comptabilité, finance et vision stratégique. Proches des problématiques terrain, les auteurs - tous spécialistes dans leur domaine -, basent leur réflexion sur de nombreux cas réels d'entreprises et étudient toutes les possibilités pour mettre le développement durable au cœur de l'entreprise : du relookage de pratiques pré-existantes à la mise en place d'une véritable politique de développement durable. [Résumé de l'éditeur]

Tietenberg, T. H., et al. (2013). Économie de l'environnement et développement durable. Montreuil [France] : Pearson, 390 p.

Pionnier dans le domaine de l'économie de l'environnement et du développement durable, cet ouvrage est déjà la référence dans le monde anglo-saxon. Cette première édition française très attendue enrichit sensiblement le contenu initial par la mise en perspective des contextes institutionnels et juridiques, tant français et européens que nord-américains. Ce manuel complet et accessible est idéal pour comprendre les spécificités de l'économie de l'environnement et penser les bases du développement durable. Ainsi, les grands enjeux environnementaux sont analysés et décryptés au moyen des études les plus récentes réalisées par les organismes internationaux les plus fiables. [Résumé de l'éditeur]

Zapatrina, I. (2016). "Sustainable Development Goals for Developing Economies and Public-Private Partnership". European Procurement & Public Private Partnership Law Review, 11(1): 39-45.

The objective of the article is to analyze possibilities to enhance the approaches to technical assistance of international institutions for developing economies in the context of the 2030 Agenda for Sustainable Development based on Public-Private Partnership (PPP). The study looks into reasons for applying the PPP model in light of the Sustainable Development Goals (SDGs), new challenges and peculiarities of PPPs-for-SDGs models on emerging markets and offers views on developing SDGs implementing mechanisms of the new 2030 Agenda, roles of international institutions, governments and civil society in this process. [Résumé de l'auteur]

## ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bader, B., et al. (2011). Éducation, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique. Québec : Presses de l'Université Laval, 346 p.

Le concept de développement durable traverse désormais l'espace public. L'éducation au développement durable est devenue une injonction ministérielle dans différents pays. Elle s'inscrit dans les programmes scolaires. Ce concept de développement durable donne pourtant lieu à de multiples interprétations, parfois contradictoires. Il est donc important de marquer un temps d'arrêt afin d'analyser les fondements idéologiques des concepts de développement durable et d'éducation au développement durable, ce qui peut y faire controverses, tout comme les caractéristiques des représentations et des pratiques éducatives qui s'en réclament. Les universitaires ayant contribué à ce livre s'interrogent sur ces mutations subtiles et sur leurs effets, non seulement pour les enseignants, les praticiens, et les nouvelles générations d'élèves, mais également dans l'espace public – que ce soit au Québec, en France, en Belgique. C'est toute notre façon de concevoir l'environnement et l'éducation à l'environnement qui est ici questionnée. L'éducation au développement durable correspond-elle à une réorientation profonde des principes à l'origine de l'éducation relative à l'environnement ? Sert-elle des fins de justice sociale en s'inspirant de visions du monde différentes ? Recherche-t-elle des rapports à la nature et à l'autre renouvelés vers une écocitoyenneté critique ? Contribue-t-elle à renforcer les dialogues sciences-société ? Pour répondre à ces questions, la première partie du livre analyse les orientations idéologiques du développement durable et de l'éducation au développement durable. La deuxième partie cerne finement des représentations et des pratiques éducatives en éducation au développement durable et la troisième partie traite de la question centrale du rapport au savoir scientifique à privilégier, des types de formation, et de l'enseignement des controverses environnementales. Les prises de position regroupées dans ce livre ne sont pas uniformes. Certaines, plus critiques, s'interrogent sur les dérives idéologiques possibles, d'autres plus pragmatiques, soulignent les représentations et les pratiques fécondes. Leur mise en correspondance ouvre ici un espace de mise en dialogue stimulant et original. [Résumé de l'éditeur]

Bisaillon, V. et F. Lévesque (2016). Enseigner et participer au changement : le développement durable au collégial. Montréal (Québec) : Association québécoise de pédagogie collégiale, 218 p.

Souvent, on associe développement durable et écologie. Pourtant, le concept de développement durable recouvre plus que l'environnement. En fait, il inclut trois grandes dimensions qui s'interpellent et s'entrecroisent : humaine, économique et environnementale. Si la nécessité d'adopter les principes et les valeurs du développement durable dans la conduite des activités des individus, des organismes et des sociétés fait largement consensus, une grande question demeure : au-delà de la prise en compte des trois dimensions du développement



durable dans notre vie quotidienne, comme pédagogues de l'enseignement supérieur, comment pouvons-nous contribuer à ce que le concept de développement durable et les gestes qui en découlent soient intégrés à l'enseignement collégial, dans le cœur des formations que nous offrons à nos étudiants? Ce livre rassemble des réponses à cette question. [Résumé de l'éditeur]

Diemer, A. et C. Marquat (2014). Éducation au développement durable : enjeux et controverses. Louvain-la-Neuve [Belgique] : De Boeck, 495 p.

L'éducation au développement durable serait-elle en train de transformer notre système éducatif ? Elle doit en effet relever un véritable défi : celui de rendre chacun plus attentif à ce qui l'entoure et plus apte à participer à la vie de la société. [Résumé de l'éditeur]

L'éducation pour le développement durable : ouvrage de référence. (2012). Paris : UNESCO, 53 p.

L'éducation pour le développement durable : ouvrage de référence s'adresse aux enseignants du primaire et du secondaire, ainsi qu'aux décideurs de niveau intermédiaire chargés de l'enseignement primaire et secondaire. L'ouvrage intéressera également les formateurs qui travaillent avec les enseignants dans le cadre de la formation initiale. L'objet de cette publication est de décrire les moyens permettant d'intégrer l'éducation pour le développement durable (EDD) dans l'enseignement primaire et secondaire. Ce jeu de fiches est conçu pour compléter d'autres matériels EDD publiés par l'UNESCO. Les thèmes des différentes fiches ont été choisis en consultation avec les bureaux hors Siège et les instituts de l'UNESCO. Les contenus destinés aux enseignants du primaire et du secondaire ont été rédigés spécifiquement pour des pédagogues qui travaillent dans le cadre de l'éducation formelle. Qu'elles s'adressent aux enseignants ou aux décideurs, ces fiches comblent des « lacunes » dans la documentation sur l'EDD publiée par l'UNESCO. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

France. Conseil économique, social et environnemental (2013). L'éducation au développement durable tout au long de la vie, pour la transition écologique : avis du Conseil économique, social et environnemental sur le rapport présenté par Allain Bougrain-Dubourg et Antoine Dulin. Paris : Éditions des journaux officiels, 121 p.

L'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) doit apporter une contribution renouvelée et renforcée pour faire plus amplement partager, par tous les citoyens et tous les acteurs, la conscience des enjeux écologiques, économiques et sociaux contemporains et de leurs effets, qu'ils touchent directement à la qualité de vie des citoyens (accès à l'énergie, à l'eau, etc.) ou qu'ils portent sur le changement climatique, l'épuisement des ressources, la perte de biodiversité, les impacts sur la santé, etc. dans une perspective de développement durable. L'EEDD doit doter les citoyens actuels et futurs des outils du changement, leur permettant ainsi à la fois de comprendre les enjeux

complexes et d'agir. Le Premier ministre a saisi le Conseil économique, social et environnemental d'un avis sur l'EEDD, intégrant l'éducation non formelle et informelle, la formation continue, l'information et la sensibilisation des citoyens et des consommateurs, ainsi que leur participation. Le CESE, afin de préciser pour son avis le champ de l'EEDD, a souhaité s'appuyer à la fois sur l'histoire de ce mouvement et le rôle joué par les différents acteurs, ainsi que sur les textes de référence. Cette approche permet de questionner, à partir des enjeux environnementaux, les dimensions économique et sociale du développement durable et de souligner la nécessité d'un continuum éducatif, comme axes majeurs de ce projet d'avis. Il n'y aura pas de transition écologique possible sans éducation au changement. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Matagne, P. (2012). Éduquer à la biodiversité pour un développement durable : réflexions et expérimentations. Paris : L'Harmattan, 104 p.

Il était utile d'aborder d'une autre façon ce champ où biodiversité et développement s'entrecroisent dans une perspective pédagogique et expérimentale. Ce livre croise les sciences de la nature avec les sciences de l'homme et de la société. Voici un manuel utile aux étudiants, enseignants, formateurs, chercheurs et éducateurs en environnement et développement durable. [Résumé de l'éditeur]

Obiang Moro, M. (2013). L'éducation relative à l'environnement et le développement durable. Paris : L'Harmattan, 182 p.

Ingénieur d'agronomie tropicale, l'auteur présente ici des réflexions autour de l'éducation à la préservation de l'environnement et du développement durable. Offrant un aperçu général sur l'état de la recherche scientifique internationale, l'ouvrage s'adresse aux chercheurs, aux hommes politiques et à toutes les personnes s'intéressant au problème des changements climatiques. [Résumé de l'éditeur]

Pellaud, F. (2011). Pour une éducation au développement durable. Versailles : Éditions Quae, 196 p.

Sujet médiatique depuis vingt ans, le développement durable est enfin entré dans les programmes scolaires. Cet enseignement imposé, avec des thèmes qui n'entrent pas vraiment dans les disciplines telles que l'école les connaît, a bien du mal à prendre forme. Cet ouvrage reprend, explore et évalue les définitions habituelles reliant « environnement », « social » et « économique » dans un ensemble de cercles qui se recoupent. À partir de cette analyse, il met au jour les spécificités liées à l'éducation au développement durable. Tenant à distance l'utopie et sans donner de recettes, il suggère, à partir d'exemples tirés de la pratique, des outils pédagogiques et des méthodes pour un enseignement dynamique et interdisciplinaire du développement durable, adapté à chaque situation. [Résumé de l'éditeur]

Québec (Province). Ministère de l'éducation du loisir et du sport (2015). Plan d'accompagnement du réseau scolaire en matière de développement durable. Québec (Québec) : Ministère de l'éducation, du loisir et du sport, 9 p.

Le Plan d'accompagnement du réseau scolaire en matière de développement durable (DD) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la troisième activité incontournable de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, soit la mise en place d'un plan d'action gouvernemental pour l'accompagnement-conseil des acteurs qui soutiennent le dynamisme territorial. Le Plan d'action de développement durable 2013-2015 du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) comporte l'objectif d'accompagner et de soutenir les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés dans leurs démarches de développement durable. Pour atteindre cet objectif, le Ministère vise la cible suivante : que, d'ici 2015, 25 % des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés aient adopté, sur une base volontaire, une démarche de développement durable. Le présent plan fait suite au premier plan d'accompagnement (2008-2013) des commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés en matière de développement durable. Le groupe de travail en développement durable composé de représentants du réseau scolaire et mis en place durant ce premier plan d'accompagnement poursuivra ses travaux durant la période 2013-2015. [Résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

## CONSOMMATION DURABLE

Barra, M., et al. (2014). Économie et biodiversité : produire et consommer dans les limites de la biosphère. Paris : Victoires éditions, 270 p.

Dans son dernier rapport publié en avril 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme : si nous ne parvenons pas à limiter le réchauffement de la planète à 2 °C d'ici à 2100, les conditions de vie sur Terre seront dramatiquement bouleversées. Le Giec demande donc aux états de lancer sans attendre une véritable révolution qui permettra notamment de sortir de l'économie carbonée. Pour la mettre en œuvre, la transition énergétique est aujourd'hui sur toutes les lèvres. Au risque de reléguer au second plan une autre révolution, toute aussi fondamentale : la transition écologique. Simple question de vocabulaire ? Pas si sûr. Enrayer le dérèglement climatique ne peut se réduire à la seule dimension énergétique. Pour tourner le dos à l'économie du XXe siècle, dont l'un des moteurs essentiels a été – et est encore – l'exploitation de la nature, il nous faut réintroduire un élément longtemps oublié dans nos réflexions : la biodiversité. C'est ce que proposent les auteurs de ce livre, dont le titre *Économie et biodiversité*, pourrait presque passer pour un oxymore. *Économie et diversité biologique* sont pourtant intimement liées, à un détail près : si la biodiversité n'a pas besoin de l'économie pour se développer, l'inverse en revanche n'est pas vrai. C'est ce que soulignent les auteurs pour qui « l'un des plus grands défis de la transition écologique est que les entreprises devront respecter un certain nombre de principes qualitatifs pour exercer leurs activités de façon compatible avec le vivant ses rythmes ».

Barrey, S., et al. (2011). Consommer et protéger l'environnement : opposition ou convergence? Paris : L'Harmattan, 202 p.

La montée de préoccupations écologiques et leur écho dans les médias commencent à avoir des répercussions sur les tendances de consommation. Une première évolution porte sur l'apparition d'une consommation contribuant à la diminution des dépenses énergétiques. Une seconde tendance concerne les rapports entre consommateurs et producteurs et passe par l'expression des craintes légitimes des consommateurs concernant l'introduction de poissons génétiquement modifiés (POGM). [Résumé de l'éditeur]

Bowles, S. (2011). Méli-logo? la consommation et la production durables en Amérique du Nord. Ottawa : Projet de recherche sur les politiques, 66 p.

Dans le marché d'aujourd'hui, le choix du consommateur nord-américain moderne est de plus en plus compliqué. Les produits « écologiques », locaux, équitables ou autres produits respectueux de l'éthique sont en hausse. Alors que les étiquettes et les déclarations écologiques sont de plus en plus nombreuses, le consommateur, l'agent d'approvisionnement ou le vendeur ne comprennent pas toujours clairement quels éléments, autorités ou critères définissent un produit écologique. Qu'est-ce qu'un produit « écologique » et, par extension, qui est-ce qui

détermine quels sont les produits considérés comme étant « écologiques »? Si tous les biens et services ont une certaine incidence sur l'environnement, alors il se peut que le produit le plus écologique ne soit plus un produit du tout. Même si seuls quelques produits sont intrinsèquement nécessaires à la survie de l'homme, toutes les cultures et civilisations créent et tirent une signification par l'entremise des objets matériels. Cette signification, tout comme l'art et la culture, doit être célébrée. Étant donné que les pressions de la durabilité et de l'équité modernes augmentent, la signification et la valeur des biens sont constamment modifiées par le qualificatif « écologique », avec une batterie de répercussions culturelles, socioéconomiques et institutionnelles importantes. Un certain nombre de caractéristiques écologiques ne couvrent qu'un aspect des répercussions environnementales du produit, sans tenir compte de la variété et de l'importance de ces répercussions tout au long de son cycle de vie, de l'extraction à la fin de vie. La santé humaine, les conditions de travail et l'équité des matériaux, souvent indissociables des préoccupations relatives à la durabilité environnementale, sont également des caractéristiques importantes. La manière de saisir le cycle de vie environnemental d'un produit, en plus de ses conséquences sociales positives et négatives, constitue une proposition complexe. Néanmoins, avec une grande différence au niveau des exigences réglementaires qui régissent habituellement les marchés, le consumérisme vert et les politiques stratégiques d'approvisionnement écologique (du Ministère et du gouvernement) connaissent une hausse en Amérique du Nord et dans le monde. Leur pouvoir d'achat contribue à l'augmentation de l'importance des renseignements environnementaux et sociaux sur les produits dans la chaîne d'approvisionnement. [Résumé de l'auteur] [Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Bradbury, S. et L. Middlemiss (2015). "The role of learning in sustainable communities of practice." *Local Environment*, **20**(7): 796-810.

This paper adds to the literature on skills for sustainable communities by examining the role and processes of learning in "communities of practice" that exist within a "grassroots association". Interviews were conducted with participants in the communities of practice of a student group called Green Action, which engages with environmental issues in practical ways. The findings demonstrate how learning occurred in the communities of practice, how participants gained skills and knowledge for sustainable consumption, and how learning in the communities of practice appeared to help Green Action to sustain itself in the long-term. This paper could serve as a useful demonstration to others as to how to apply the theories and concepts from the literature on communities of practice when researching skills and knowledge for sustainable communities. It also has some value for grassroots associations themselves in understanding their non-activities. [Résumé de l'auteur]

Chauvin, C., et al. (2016). Allongement de la durée de vie des produits : rapport d'étude. Angers : ADEME, 57 p.

L'allongement de la durée de vie des produits s'inscrit comme l'une des pistes visant à promouvoir une consommation plus durable. S'il semble souhaitable d'accroître la durée de vie de la majorité des produits, une approche particulière doit être adoptée pour chaque catégorie de biens. Par ailleurs, la vigilance s'impose pour éviter des pièges tels que la sur-qualité ou les transferts de pollutions. De plus, prendre des décisions pertinentes requiert la poursuite des travaux sur l'analyse environnementale et son interprétation ainsi que la mise en place de méthodologies pour estimer les durées de vie puis la durabilité. Ensuite, des propositions de mesures concrètes à destination des metteurs sur le marché et des fabricants peuvent être discutées. Certaines sont présentées ici. [Extrait du résumé de l'éditeur]

[Cliquer ici pour obtenir le document](#)

Cheyne, V. (2014). Décroissance ou décadence. Vierzon [France] : Le pas de côté, 187 p.

Une croissance infinie dans un monde fini est impossible : ce constat enfantin, même des économistes commencent à le faire. Se heurtant aux limites physiques de la planète, l'activité économique ne pourra plus connaître les forts taux de croissance qui ont été les siens au cours du XXe siècle. Face à la raréfaction des ressources naturelles et au dérèglement climatique, nous devons réduire drastiquement notre production et notre consommation. Mais cette évidence est si déstabilisante que nous en faisons le déni : le culte de la croissance pour la croissance s'est imprégné en chacun de nous. Tout est fait pour refuser de remettre en cause notre confort et notre mode de vie. L'idolâtrie du développement sans fin a beau être absurde et mortifère, nous réduisant à un statut mutilé de producteur-consommateur, elle est devenue un « fait anthropologique total » qui traverse toute la société et concerne toutes les dimensions de notre être. Hérésie des temps modernes, la décroissance oppose un non séditieux à l'idéologie du sans limite.

(2011). Comment sortir de la société de consommation : 50 experts internationaux proposent des solutions pour changer l'économie, l'enseignement, les médias, la politique, la culture-- tout! Paris : Éditions de la Martinière, 567 p.

Dans cet ouvrage, plus de 50 spécialistes de renom nous expliquent comment tirer parti des grandes institutions de nos sociétés – le système éducatif, les médias, l'économie, les pouvoirs publics, les traditions culturelles et les mouvements citoyens – pour les réorienter vers la durabilité. [Résumé de l'éditeur]

Davies, A. R. et R. Doyle (2015). "Transforming Household Consumption: From Backcasting to HomeLabs Experiments." Annals of the Association of American Geographers, **105**(2): 425-436.

Following the rhetoric of an impending "perfect storm" of increasing demand for energy, water, and food, it is recognized that ensuring sustainability will require significant shifts in both production and consumption patterns. This recognition has stimulated a plethora of future-oriented studies often using scenario, visioning, and transition planning techniques. These approaches have produced a multitude of plans for future development, but many valorize technological fixes and give limited attention to the governance and practice of everyday consumption. In contrast, this article presents empirical findings from a practice-oriented participatory (POP) backcasting process focused on home heating, personal washing, and eating. This process provided spaces for collaborative learning, creative innovation, and interdisciplinary interaction as well as producing a suite of ideas around promising practices for more sustainable household consumption. Further action is required, however, to explore how such ideas might be translated into action. The article concludes by outlining how collaborative experiments among public, private, civil society, and citizen-consumers, or HomeLabs, provide a means to test and evaluate the promising practices developed through POP backcasting.

[Résumé de l'éditeur]

Duguay, B. (2014). Consommer, consumer : dérives de la consommation. Montréal : éditions Liber, 155 p.

«On ne cherchera pas dans ce livre une critique vengeresse de la consommation ou de tel ou tel type de produit particulier; d'autres se sont déjà chargés de diaboliser les choses. Ma critique sera plutôt modérée et constructive, guidée par le désir de comprendre et de faire comprendre. J'étudie donc les influences qui ont favorisé l'avènement de la société de consommation ainsi que ses effets négatifs et les dangers qu'elle engendre. J'aborde également quelques phénomènes qui la caractérisent, l'hyperconsommation et l'obsolescence, bien sûr, mais aussi l'engouement pour les technologies mobiles, le phénomène des «tribus», celles d'Apple et de l'iPhone en particulier, et la rhétorique de la publicité. Je proposerai enfin quelques pistes de solutions propres à corriger les dérives postmodernes de la société de consommation, et de nature à favoriser une consommation et un commerce plus responsables. Au-delà de la consommation et du système autour duquel celle-ci s'articule, c'est à une réflexion sur toute notre société de l'excès que j'invite.» [Résumé de l'auteur]

Genus, A. (2016). Sustainable consumption : design, innovation and practice. Cham (Suisse) : Springer, 175 p.

This book originates from the work of contributors to initiatives and global networks promoting and pursuing lines of enquiry that recognise and probe relationships between sustainable consumption, design and production, and the implications of those relationships for new economic activity and the way we live and govern ourselves. It features contributions from social scientists (e.g. from the fields of

innovation studies, geography, environmental policy and sociology) and practitioners, serving to generate a short-list of research perspectives and topics around which future research and actions in practice will be orientated. The book consists of ten chapters divided into three parts, focusing on: perspectives/methodological insights; empirical work integrating consumption and production; and site-specific practitioner-oriented case studies. The conclusion examines the key aspects of policy, research and practical implications.

Kempf, H. (2013). Fin de l'Occident, naissance du monde. Paris : Éditions du Seuil, 154 p. Cessons de nous raconter des histoires sur « la crise » ! Et regardons de face le cœur du problème qui se pose à la société humaine en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle : les contraintes écologiques interdisent que le niveau de vie occidental se généralise à l'échelle du monde. Il devra donc baisser pour que chacun ait sa juste part. Autrement dit, l'appauvrissement matériel de l'Occident est inéluctable. Comment allons-nous vivre cette mutation : en changeant nos sociétés pour nous adapter au mieux à ce nouveau monde, ou en nous opposant au sens de l'histoire, au prix d'un déchaînement de la violence ? Déjà en cours de traduction dans plusieurs langues, ce récit phosphorescent d'idées originales prend comme fil conducteur les tribulations de l'humanité depuis son apparition sur terre. Captivant et à rebours du discours dominant, il nous invite à une dérangeante lucidité. Mais ce livre est également habité par un optimisme communicatif : oui, un nouveau monde est possible. [Résumé de l'éditeur]

Lambin, É. (2015). Le consommateur planétaire. Paris : Éditions le Pommier, 287 p. La mondialisation a mauvaise presse. On l'accuse d'accélérer les changements environnementaux et d'augmenter les inégalités sociales. Et pourtant, nous bénéficions tous au quotidien des bienfaits d'une consommation de produits originaires des quatre coins de la planète. Difficile de s'y retrouver ! Une consommation ouverte sur le monde, gratifiante pour l'individu et responsable sur les plans social et environnemental est-elle possible ? En jeu une nouvelle forme de gouvernance environnementale à l'échelle de la planète, centrée sur un partenariat entre la société civile, les grandes compagnies multinationales et les consommateurs. Les préférences des citoyen-consommateurs pour un monde plus juste et durable forment le moteur de cette transition. Sommes-nous à l'aube d'une prise de pouvoir du consommateur planétaire responsable ? La consommation peut-elle être plus qu'une quête matérialiste et inclure une dimension altruiste, en faveur d'un monde plus durable et équitable ? [Résumé de l'éditeur]

Latouche, S. (2012). Bon pour la casse : les déraisons de l'obsolescence programmée. Paris : Les liens qui libèrent, 137 p.

Voici le premier livre en France sur un phénomène stupéfiant et peu connu, devenu quasi consubstantiel de l'économie capitaliste, l'obsolescence programmée. Un processus qui, pour stimuler la consommation et nous en rendre addict, fut conçu et mise en œuvre au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis. Des 3 formes principales de l'obsolescence programmée -le recours aux techniques pour rendre



un produit très vite suranné à la publicité qui nous convainc d'acquérir des produits dont nous n'avons nul besoin-, le plus symptomatique et le plus pervers est le fait d'introduire dans les objets une pièce défectueuse pour en limiter la durée de vie. Ainsi des ampoules (qui avaient été conçues pour une durée d'utilisation quasi illimitée), des automobiles, des appareils ménagers et aujourd'hui des ordinateurs ou des imprimantes. La plupart des biens que nous achetons sont sciemment viciés de telle sorte que nous soyons contraints, pour faire marcher la machine économique, de les renouveler. C'est cette histoire, face noire de l'économie capitaliste que nous raconte Serge Latouche, remontant au XIX<sup>ème</sup> siècle et illustrant son propos de nombreux exemples plus éloquents les uns que les autres. Mais l'auteur tire également la sonnette d'alarme : pouvons-nous accepter de vivre ainsi dans une société aux ressources limitées, qui multiplie à l'envie et par nature le gaspillage, les déchets et engendre de facto de très grands dégâts environnementaux ? [Résumé de l'éditeur]

Leonard, A. et A. Conrad (2010). Planète jetable : produire, consommer, jeter, détruire. Montréal : Éditions Écosociété, 393 p.

Prendre-fabriquer-jeter, voilà résumé notre modèle économique tout entier. Nous prenons sans compter et dévalisons la planète ; nous produisons toujours plus, nous inventant de nouveaux besoins pour consommer avidement, jeter et racheter finalement un autre « truc » plus neuf, plus branché. « Toujours plus et toujours moins cher ! », nous pourrions faire nôtre la devise de Wal-Mart qui, au fond, ne fait qu'épouser nos fantasmes. Annie Leonard condamne notre modèle économique basé sur la surconsommation et questionne notre mode de vie. D'où proviennent nos produits ? Quels sont les coûts réels pour la fabrication d'un simple T-shirt ou d'un ordinateur ? En ressources naturelles, en dégâts environnementaux ou en coûts humains ? Que faisons-nous de nos déchets ? Que payons-nous et surtout que ne payons-nous pas... pour le moment ? Car si tous les habitants du globe adoptaient notre mode de vie consumériste, nous aurions besoin de 3 à 5 planètes... Après avoir produit le dessin animé *The Story of Stuff*, elle a consacré ses talents de pédagogue à l'écriture de ce livre clair et provocant. Elle analyse le flux des biens matériels au sein de notre système économique en quelques étapes, pointant ses incohérences, ses absurdités, ses inégalités : il est devenu plus économique de remplacer un objet plutôt que de le réparer, d'exploiter d'autres populations, ailleurs, pour satisfaire nos désirs à moindres coûts, de planter des « déserts verts » à la place de la biodiversité de nos forêts... Mais l'auteure prouve aussi qu'il est possible de vivre autrement ; elle nous parle de solutions nouvelles que certains essaient déjà un peu partout autour de nous. Agissons maintenant, individuellement et collectivement, avant que d'autres ne fassent de notre planète un lieu inhabitable et invivable. [Résumé de l'éditeur]

Liegey, V. (2014). Un projet de décroissance : manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie, DIA : promouvoir une transition démocratique et sereine vers les sociétés soutenables et souhaitables. Montréal : Éditions Écosociété, 147 p.

Travaux réalisés dans le cadre du mouvement politique de la Décroissance, en particulier au sein du Parti Pour La Décroissance, de l'Association d'Objecteurs de Croissance et des campagnes Décroissance 2012.

Novel, A.-S. et S. Riot (2012). Vive la corévolution! : pour une société collaborative. Paris : Alternatives, 237 p.

Cet ouvrage montre en quoi le phénomène collaboratif influence profondément nos organisations (groupes humains, associations, collectivités, mouvement politique, entreprises, etc.). L'émergence du Web participatif facilite la mise en réseau et encourage la transparence des échanges : cette logique imprègne peu à peu notre façon de penser, d'agir, de consommer (mouvement de "consommation collaborative" qui nous incite à covoiturer, cotravailler, "louer citoyen", etc.), mais aussi d'entreprendre (dépasser la logique de compétition), de militer et de manager. Qualifiée de "radicale" par certains hommes d'affaires américains convaincus de l'urgence de travailler en bonne intelligence pour construire le monde durable de demain, la collaboration peut renouveler nos façons de faire à différents niveaux de la société. En le faisant passer du "moi" au "nous", la corévolution donne un autre espace de déploiement concret au développement durable. [Résumé de l'éditeur]

Ramelet, É., et al. (2016). L'homme et l'eau : de la surconsommation à l'équilibre. Paris : Alternatives, 157 p.

« Pénurie, pollution des nappes phréatiques, irrigation intensive, extractivisme... La "crise de l'eau" semble bien installée en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Victime du changement climatique, l'eau ne fait guère débat lors des conférences sur l'environnement. Pourtant, elle est au centre de défis essentiels pour l'avenir de l'humanité (agriculture, sécurité alimentaire, énergie, santé) et intimement liée aux trois piliers du développement durable : lutte contre la pauvreté, développement économique et préservation des écosystèmes. » [Extrait du résumé de l'éditeur]

Souchier, R. (2013). Made in local : emploi, croissance, durabilité : et si la solution était locale? Paris : Eyrolles, 312 p.

Notre nourriture, notre énergie, notre santé, notre argent... Dans bien des domaines, des logiques mondialisées dirigent notre quotidien, non sans dérives. Il existe pourtant des alternatives : un mouvement de rééquilibrage se développe, qui réhabilite le local, les circuits courts, le développement durable, la démocratie. Parti à la rencontre de nombreux entrepreneurs qui se sont engagés dans cette voie, Raphaël Souchier rapporte leurs expériences, de la création de systèmes locaux de nourriture à la relocalisation industrielle, de l'invention d'outils de financement à celle de médias de proximité. Il s'intéresse en particulier au mouvement Balle, pionnier de cette nouvelle approche, qui réunit plus de 30 000 entreprises locales dans 80 villes et régions d'Amérique du Nord. Peu à peu se

dessinent ainsi les contours d'une "nouvelle économie locale" qui redonne du sens au travail et permet à des territoires entiers de revivre. Et si le local était la solution ? Made in local rend accessible tout un vivier d'idées, d'expériences et d'outils pour penser et vivre l'économie autrement. [Résumé de l'éditeur]

Trudel, J.-S. et K. Noël (2010). Le grand mensonge vert. Montréal : Éditions Transcontinental, 144 p.

Vous êtes abonné aux relevés électroniques et à la facturation en ligne ? Vous favorisez les produits biodégradables, quitte à payer plus cher ? Vous achetez du papier recyclé ? Vous rêvez d'habiter dans une maison certifiée LEED ? C'est louable, mais hélas, bien des gestes dits verts ne contribuent pas à réduire les impacts sur l'environnement. Au contraire. Dénonçant le maquillage vert (« greenwashing ») et les idées reçues, Le grand mensonge vert ne fait pas seulement le ménage dans le bio-sans-phosphate-100%-écologique-certifié-naturel et autres écolabels ; il propose de réagir avec circonspection aux diktats environnementaux. À l'aide d'exemples tirés du quotidien, d'outils de mesure faciles à utiliser et de questionnaires révélateurs, ce guide vous fait revoir vos habitudes de consommation. En augmentant votre « quotient écologique », il vous incite à désactiver le pilote automatique, à développer votre sens critique et à aiguiller vos achats et vos comportements dans le sens de vos valeurs.

[Résumé de l'éditeur]

Vasseur, L., et al. (2017). Du jetable au durable : en finir avec l'obsolescence programmée. Paris, Alternatives, 155 p.

« Smartphone cassé, lave-linge en panne, collants filés, imprimante inutilisable... quel est le point commun entre ces biens de consommation ? Ils sont tous victimes d'obsolescence programmée, symbole d'une société du jetable, qui nuit autant à l'environnement qu'aux consommateurs, tout en reposant sur un modèle économique à bout de souffle. » [Extrait du résumé de l'éditeur]